

le président malien rentre à Bamako et "pardonne" à ses agresseurs



Le président malien par intérim, Dioncounda Traoré, est rentré vendredi à Bamako après deux mois de convalescence à Paris à la suite d'une agression dans son bureau par des manifestants opposés à son maintien au pouvoir, a constaté un journaliste de l'AFP. (c) Afp

Après deux mois de convalescence à Paris, le président malien par intérim, Dioncounda Traoré, est rentré vendredi à Bamako, déclarant à son arrivée qu'il pardonnait à ses agresseurs opposés à son maintien au pouvoir qui l'avaient violemment frappé dans son bureau.

"Je pardonne à mes agresseurs", a déclaré M. Traoré à l'aéroport de Bamako où il est arrivé en fin d'après-midi. "Le peuple malien qui traverse une période très difficile a soif d'unité, je m'y emploiera", a-t-il ajouté en précisant qu'il s'adresserait à la nation dimanche.

Commentant son état de santé, il a affirmé qu'il "s'améliore tous les jours". "Comme vous le constatez, je me porte très bien".

M. Traoré, 70 ans, a été accueilli par le Premier ministre de transition Cheick Modibo Diarra. Le capitaine Amadou Haya Sanogo, auteur d'un coup d'Etat le 22 mars contre l'ex-président Amadou Toumani Touré (ATT), était également présent dans le salon d'honneur de l'aéroport où un impressionnant dispositif de sécurité avait été déployé.

La première des tâches de Dioncounda Traoré va être de travailler à la formation d'un gouvernement d'union nationale exigée d'ici mardi 31 par les voisins ouest-africains du Mali, sous peine de sanctions économiques et politiques.

S'il "estime qu'il a besoin de temps" supplémentaire, "il peut saisir ses pairs chefs d'Etat" de la région, a toutefois affirmé vendredi le ministre burkinabè des Affaires étrangères, Djibrill Bassolé, à l'issue d'un entretien avec son homologue français Laurent Fabius à Ouagadougou.

Un tel gouvernement doit avoir la légitimité suffisante pour pouvoir lancer, avec le soutien de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), une contre-offensive dans le nord du pays totalement occupé depuis quatre mois par les islamistes liés à Al-Qaïda au maghreb islamique (Aqmi).

Dioncounda Traoré devra décider s'il maintient à son poste Cheick Modibo Diarra, astrophysicien de renommée internationale qu'il avait nommé Premier ministre le 17 avril, et qui est de plus en plus contesté.

Le propre parti de M. Traoré, l'Alliance pour la démocratie au Mali (Adéma), qui appartient au large front formé contre le coup d'Etat du 22 mars, a réclamé sa démission, l'accusant "d'incompétence et d'amateurisme" face aux immenses défis auxquels est confronté le pays.

Le retour à Bamako de Dioncounda Traoré signifie en principe qu'il a reçu toutes les garanties nécessaires quant à sa sécurité personnelle, pour que ne se reproduise pas l'agression dont il a été victime le 21 mai dans son bureau à la présidence par de jeunes manifestants surexcités qui l'avaient violemment frappé, le blessant grièvement.

Soldats ouest-africains prêts

Des hommes armés présumés proches de l'ex-junte militaire du capitaine Sanogo, qui avait accepté de rendre le pouvoir aux civils après un putsch le 22 mars ayant précipité la chute du Nord aux mains des islamistes, continuent de semer la terreur à Bamako.

Ils y attaquent régulièrement des militaires, politiques, hommes d'affaires et journalistes considéré comme pro-ATT: des témoignages recueillis par la presse malienne et des défenseurs des droits de l'homme font état d'exécutions sommaires et de tortures commises notamment à la caserne de Kati, près de Bamako, quartier général du capitaine Sanogo.

Des chefs militaires de la Cédéao ont affirmé jeudi à Abidjan ne plus attendre qu'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU pour déployer au Mali quelque 3.000 hommes qui devront participer à la reconquête du Nord, mais aussi aider à sécuriser les organes et les dirigeants de la transition à Bamako.

Le Conseil de sécurité s'est abstenu jusque-là de donner un mandat à une éventuelle force ouest-africaine au Mali, attendant plus de précisions sur ses contours et sa mission.

La Cédéao attend également une demande formelle de Bamako et une aide extérieure, logistique et technique, que plusieurs pays occidentaux, dont la France, ex-puissance coloniale en Afrique de l'Ouest, sont disposés à apporter. C'est de ce soutien que discute le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, au cours de la tournée entamée jeudi soir dans quatre pays ouest-africains, Niger, Burkina Faso, au Sénégal et au Tchad.

Les "grands pays" comme la France apportent leur "soutien" aux Africains sur ce dossier malien "et si nous pouvons être un facilitateur de ce qui peut être fait dans l'intérêt des Maliens et de la sous-région, nous remplissons ce rôle de facilitateur, ni plus ni moins", a déclaré M. Fabius après un entretien avec le président nigérien Mahamadou Issoufou à Niamey.